

Kribi, Douala, Limbe : l'avancée inquiétante de la mer

Kribi

# Sept mètres de recul par an

■ L'avancée de la mer ne laisse pas beaucoup de chance aux riverains. Les impacts du phénomène se constatent quasi quotidiennement dans le département de l'Océan.

Pierre Rostand ESSOMBA

Sur la façade atlantique du département de l'Océan, certaines plages accusent un recul record de sept mètres par an. Au-delà des photos d'albums souvenirs et de la mémoire collective des habitants, plusieurs autres faits permettent de se rendre compte de l'avancée de la mer sur les côtes végétalisées. Le marché aux poissons, sis en face du lycée bilingue de Kribi, est devenu l'un des symboles remarquables de l'érosion côtière dans la cité balnéaire. Entre 1995 et 2022, la mer a sérieusement grignoté la terre, au point où le parc à pirogues installé sur la plage se retrouve carré-



A Kribi, le parc à pirogues du marché aux poissons se trouve désormais sur le trottoir.

ment sur le trottoir. A l'allure où évolue l'érosion, elle menace d'ailleurs la seule route permettant d'accéder à la ville. Une ville dont certains touristes habitués et natifs ne reconnaissent plus les rivages. « Dans mon enfance, la plage d'Elabé était bordée

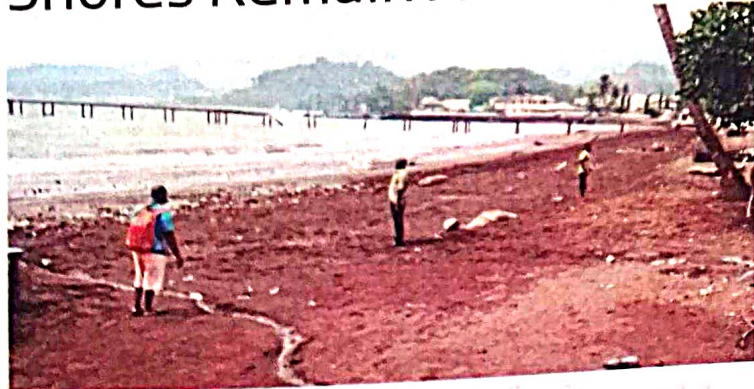
de nombreux cocotiers et d'arbres. Ce n'est plus le cas : la mer a tout pris. Au regard de mes souvenirs, elle a avalé plus de 20 mètres de terre ferme », relève Régine Edouma, native du coin, partie de Kribi il y a huit ans. C'est seulement en 2014

que certains côtiers ont commencé à constater les effets du phénomène. « Cette année-là, nous avons notamment remarqué que des espèces de petites lagunes se creusaient sur le rivage », raconte Martial Nziou, pêcheur. Au niveau du lieu-dit lycée bilingue de Kribi, les vagues traversent parfois la route. Il y a une di-

zaine de mois, elles ont emporté plusieurs pirogues. Cette nuit-là, un campement de pêcheurs avait aussi été rasé par l'eau, un peu plus loin, à Ebodjé. Les maisons attaquées par l'érosion ou qui s'effondrent carrement ne se comptent plus dans le département.

Limbé

## Shores Remain A Threat



The situation is disturbing

■ The climbing water levels are a constant threat to Fako population and their environment.

Nkeze MBONWOH

The global cry has been that of climate change. Its effects go beyond the generalized heat and irregular rains. Geology experts hinted that water levels on many occasions have risen to disastrous proportions. Observably on the beaches of Tiko, Limbe and Idenau in Fako Division, the floods have crossed usual bounds and caused inundation to shore habitations. From time to time, the seas vomit volumes of ferocious water. Such sea liquid submerges homes, schools, hospitals and offices. It is a frequent phenomenon in Limbe during the wet season. A few years back, the quarters of Lower Motowo and others in Limbe were visited by the South West Governor owing to overnight flood from heavy down pour.

Town planners and administrative authorities of these water-prone areas have remained helpless as the phenomenon remains unresolved. The as the phenomenon remains unresolved. The only remedy to the floods has been for authorities to sensitise on obtaining official permits before erecting buildings so that experts can pinpoint satisfactory areas and advise the types of structure to put up. In the same vein, such wet seasons have softened the soils which give way in the form of landslide bringing down homes, destroying farms and threatening life. According to Mrs Mbaku Isen Bihanga, Chief of Bureau for Environmental Evaluations at the Divisional Delegation of MINEPDEP for Fako, such areas of concern in Limbe include Unity Quarter, Annex, Lower Motowo Quarter, Church Street, Clerks Quarter and Lower Cassava Farm. She explained that their technical services are always on the field to advise and take action when necessary. In such incidents of floods, the waters travel some 500 metres from their bed to invade the farms and habitation.

### Ils ont dit

« Le prélèvement du sable marin favorise l'érosion »

■ Guy Emmanuel Sabikanda, maire de la ville de Kribi.

« Le phénomène est visible. L'océan avance. Et nous ne cessons de sensibiliser les populations. Nous avons interdit l'exploitation du sable marin. De jour comme de nuit ce sable est creusé et transporté dans les chantiers. Dans certains endroits, l'érosion est accélérée par le prélèvement du sable marin. Avec le concours des forces de maintien de l'ordre nous surveillons les plages de la ville. Les contrevenants, bien qu'ils soient malins, seront lourdement sanctionnés. La sensibilisation va continuer dans les villages. Il faut que les populations comprennent que le prélèvement de ce sable favorise l'érosion. La ville de Kribi a de très belles plages. Nous devons les protéger. »



« The First Thing We Do Is Sensitisation »

■ Moki Martin, Chief of Hygiene and Sanitation, Limbe I Council.

« Generally when the floods come we evacuate the area, relocate the victims and take charge of victims. In our preventive action we mark certain areas in the municipality called red zones. No houses should be constructed in those marked areas. From time immemorial floods have been a problem in Limbe due to the indiscipline of people who do not follow the advice of authorities. »



« Il y a des endroits qui ont été envahis par l'eau »

■ Maurice Yam Edjanga, jeune de Campo.

« Je me pose très souvent la question de savoir si ce phénomène est vraiment naturel ou alors mystique. Je suis né au bord de la mer et j'y ai grandi aussi. Mais depuis quelques années nous constatons que la mer avance. Il y a des endroits qui ont été envahis par l'eau. Il faut que le gouvernement réfléchisse profondément sur ce sujet. A cette allure le pire n'est plus loin. Nous avons connu des cocotiers qui faisaient notre joie à Ngoyé, par exemple. Aujourd'hui, tout est effacé. Les autorités ont interdit l'exploitation du sable marin. Espérons que la sensibilisation va porter de bons fruits. C'est au profit de nous tous. En cas de catastrophe, personne ne sera épargné. »



Propos recueillis par PRE, GET, NM

## Désagréments

## Riverains et investisseurs n'en dorment pas

■ Certains perdent des biens immobiliers et se forcent à partir. Ceux qui restent affrontent la mer avec des moyens du bord.

Pierre Rostand ESSOMBA

Faustin Ehimu maudit la nature. Le sexagénaire vient de perdre un client. Celui-ci venait pour un achat de terrain en bordure de mer. Avant la transaction financière, le client s'est renseigné et on lui a fait comprendre qu'il n'aurait pas de vie paisible à cet endroit. A Mpalla, la famille Nola a abandonné la maison construite par les grands-parents. Le local était déjà un lieu à haut risque. Les vagues, avec une forte violence, détruisaient les murs. La famille Nola se trouve aujourd'hui en location du côté de Bikondo à 15 kilomètres de la mer. Elle est partie les larmes aux yeux. Comme cette famille, beaucoup d'autres sont en train de trouver de nouvelles terres. L'océan leur impose.

A Nzami, à quelques mètres du lycée bilingue, la façade arrière d'un restaurant est tombée. Un peu plus bas, la clôture d'une villa a été avalée par l'eau. Le propriétaire raconte

que c'est cette nuit-là, qu'il a vécu le plus grand cauchemar de sa vie. « Les vagues arrivaient jusque sous la véranda », raconte-t-il. Le scénario est le même à Bwambé, à Grand-Batanga et à Eboudja. Des maisons détruites par l'avancée de la mer. Certains hôtels communément appelés « pieds dans l'eau » sont simplement abandonnés. « Notre investissement n'a duré que quelques années », précise un hôtelier. Celui-ci regrette d'ailleurs son business. Il dit avoir joué la mauvaise carte.

L'érosion côtière provoque la psychose chez certains habitants. Ceux qui restent malgré tout sur le front de mer n'ont plus le sommeil tranquille. Ils s'attendent au pire à tout moment. « Je n'ai nulle part où aller », fait savoir Samuel Njombé, natif de Bibambwé. Les pêcheurs de ce village broient du noir depuis un bon bout de temps. Les vagues sont tellement fortes qu'il faut s'armer du courage pour les affronter lors des parties de pêche. Elles cassent les pirogues. « C'est la mer



Les riverains se protègent comme ils peuvent contre le phénomène.

qui nous donne tout. Il nous est difficile de vivre sans elle », déclare un septuagénaire du village qui croit que la montée de la mer est un phénomène mystique. Destruction de la végétation, des infrastructures dont les ponts et

les routes, des sites touristiques. Changement de la composition chimique des eaux douces par une intrusion d'eau salée, affectant ainsi l'approvisionnement en eau potable dans certaines zones... Ces effets ont pour corollaires un tissu

social bouleversé, la délinquance juvénile, la déscolarisation, la précarité... Sans logement, ni possibilité de subsistance, certaines victimes n'ont d'autre choix que d'errer. Les localités côtières paient un lourd tribut à l'avancée de la mer.

## « La régénération naturelle des côtes est la solution »

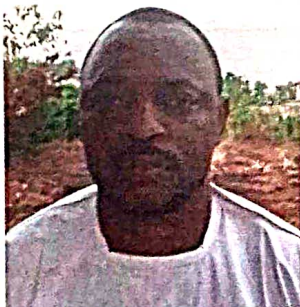
■ Dr Raphael Onguene, océanographe, professeur à l'université de Douala.

Jusqu'à l'avancée de la mer est-elle un sujet de préoccupation au Cameroun ?

Oui. Nous avons des travaux scientifiques très récents et des articles publiés en 2020 qui portent justement sur le recul du trait de côte sur la côte camerounaise de Campo jusqu'à l'estuaire du Rio del Rey. Ces travaux montrent qu'il y a des hot spots, des endroits sensibles. Parmi ceux-ci il y a deux qui retiennent notre attention : la presqu'île de Cap Cameroun, qui est un des endroits les plus érodés de la côte camerounaise mais qui ne se classe qu'en deuxième position par rapport à ce qui se passe sur la côte du Sud-Ouest, autour de l'estuaire du Rio del Rey, où on enregistre des vitesses d'érosion de l'ordre de 10 mètres par an.

Comment le phénomène se manifeste-t-il ?

Je vais prendre deux cas : Manoka et Kribi. Il y a beaucoup d'activités liées à la pêche à Manoka. Il s'agit surtout du fumage de poissons. Pour des raisons que nous ne connaissons pas (et c'est un gros débat au niveau de la science), il se peut que le meilleur bois pour fumer le poisson c'est la mangrove. Le problème c'est comment réduire l'utilisation du bois de mangrove au bénéfice du fumage du poisson ? Ce que nous devons faire c'est utiliser les moyens technologiques pour créer des fours et fumoirs améliorés qui vont permettre de diminuer de manière drastique l'usage du bois de mangrove. Pour ce qui est de Kribi, quand vous allez à l'entrée de cette ville, vous voyez que la mer est déjà proche de la route. Ce sont les conséquences de la



Dr Raphael Onguene : « Il faut libérer les zones de mangroves. »

hausse du niveau de la mer et des changements de houles. Mais nous avons pu déceler un problème causé par l'Homme, qui n'a rien à voir avec le port. Etant donné que la plage de Kribi est rocailleuse, on se rend compte que ce sont ces roches qui protégeaient la plage du recul du trait de côte. Cependant, les communautés taillent ces pierres pour les revendre. Partout où on a taillé ces pierres, une forte érosion a suivi. C'est le cas de la zone d'Eboundja, qui est un sanctuaire de pontes des tortues marines venant du monde entier parce que ces plages offraient des conditions propices à leur reproduction. La quasi-totalité des roches qui protégeaient Eboundja ont été taillées au bénéfice du génie civil. Aujourd'hui, cette plage est en train de reculer et de disparaître. Mais le plus important dans notre recherche était de démontrer que l'érosion sur la plage de Kribi date de 40 à plus de 50 ans et que l'Homme par son action contribue à accentuer cette érosion.

Quelles solutions proposez-vous pour faire face efficacement au recul du trait de côte ?

Nous avons commencé à travailler concrètement sur les solutions de la ville de Douala. Je me suis rendu compte que les capacités économiques de ceux qui habitent les zones de mangrove sont très faibles. Quel est donc l'intérêt si on détruit la mangrove qui a une valeur économique et écologique très importante au détriment d'un habitat précaire ? Nous sommes en train de faire une évaluation économique de la zone de mangrove et dans cette évaluation, nous démontrons que quand vous détruisez un hectare de mangrove, pour que les générations présentes et futures se protègent de l'avancée du niveau de la mer ou de l'élargissement de l'estuaire demain, il va falloir dépenser des milliards pour construire des digues. Et ces digues en béton, bien que coûteuses, ne sont pas des solutions durables. C'est un gouffre à sous qui n'est pas économiquement rentable pour un Etat comme le nôtre. Face à cette situation, on peut adopter comme solution la libération des zones qui sont des zones humides naturelles. On peut engager des discussions avec les maires, la ville et les ministères sectoriels pour que ces zones soient libérées et qu'on les laisse se régénérer naturellement. Nous pouvons accompagner cette régénération parce qu'aujourd'hui nous avons des techniques pour faire du reboisement. Pour les zones comme Cap Cameroun, il y a des solutions naturelles. On procède à la construction de digues naturelles, juste avec du sable en allant à quelques centaines de mètres à l'intérieur de la mer. En Hollande aujourd'hui on a testé ces solutions qu'on appelle la reconstitution naturelle. Ça fait que la houle qui vient pour détruire Cap Cameroun peut être freinée. Il y a des solutions mais il faut mettre tous les acteurs autour de la table.

Propos recueillis par GET

## Décryptage

## Un bouclier pour nos côtes

Georges Emmanuel TSAYID

Au regard de la vitesse avec laquelle les côtes camerounaises s'érodent, il devient urgent d'adopter une véritable politique nationale de protection des régions côtières. Les conséquences de l'avancée de la mer sont suffisamment préoccupantes pour déclencher une action plus vigoureuse. Pour adresser les conséquences liées au retrait du trait de côte, des scientifiques camerounais proposent des solutions pertinentes, reposant essentiellement sur la nature. Mais ces solutions ne peuvent être implémentées que si les pouvoirs publics donnent leur impulsion. L'option des berges en béton est rejetée en bloc, jugée non durable et non viable économiquement pour un pays comme le nôtre. Les mêmes experts indiquent qu'en Hollande, l'on s'est tourné depuis peu vers des solutions naturelles comme la reconstitution et la régénération naturelle des espaces. Notamment des mangroves. Ce qui suppose le déguerpissement des populations occupant les zones humides. Ce déguerpissement pourrait être suivi par le recasement des populations déguerpies dans des zones constructibles. L'autre solution naturelle proposée est l'ensablement des côtes sur une certaine distance. Solution qui pourrait être appliquée à Cap Cameroun.

Une politique nationale de lutte contre l'avancée de la mer permettrait de regrouper tous les acteurs et ministères sectoriels autour de la table pour plancher efficacement sur le problème. L'un des enjeux est la capitalisation des ressources humaines. En effet, le Cameroun dispose des compétences dans les domaines en lien avec les sciences de la mer. Et ce ne sont pas les structures de formation qui manquent. Preuve de la volonté de l'Etat de résoudre ces préoccupations. L'Institut des Sciences halieutiques de Yabassi (Nkam), établissement de l'université de Douala, dispose d'un département d'océanographie où bon nombre de jeunes ont déjà été formés. Via la même université, on peut suivre un Master sous régional en gestion intégrée des environnements littoraux et marins (Gielm). Dans la même veine, on peut relever la création récente par le chef de l'Etat de l'Institut des techniques maritimes et océaniques dans la région du Sud. Des actes et d'autres qui devraient contribuer au développement d'une économie bleue au Cameroun.

Il est urgent de capitaliser toutes les compétences à travers une politique nationale de protection et de lutte contre l'avancée de la mer. La SND30 comporte un volet consacré aux questions environnementales. Vivement que les textes soient appliqués, que des actions concrètes soient menées sur le terrain.